

## LYON 7E

**Leur objectif : développer les projets solaires**



Sylvain Godinot, adjoint à la transition écologique, entouré de Timothée Romier de Coopawatt, et de Sylvie Corbel Copin, adjointe dans le 3<sup>e</sup> arrondissement.

Photo Progrès/D. C.

Produire plus d'énergie renouvelable avec des projets citoyens, en mettant à disposition les surfaces de toit des édifices municipaux, est en résumé, le projet porté par la ville de Lyon et présenté ce mercredi 18 janvier, à l'école Julie-Victoire Daubié, qui dispose de plus de 500 panneaux solaires qui l'alimentent en électricité, et lui permet aussi d'en réinjecter dans le circuit de distribution.

**Des projets solaires sur les toits des écoles**

C'est ainsi que Sylvain Godinot, adjoint à la transition écologique et au patrimoine, a présenté les projets de développement de la transition écologique à travers douze projets déclinés à l'échelle de la ville. Des projets qui devraient permettre à la Ville d'honorer, à l'horizon 2030, son engagement de respecter le seuil de zéro émission de gaz à effet de serre. Les chantiers, qui seront présentés aux habitants de janvier à mars, sont nombreux dans le 3<sup>e</sup>, le 7<sup>e</sup> et surtout le 8<sup>e</sup> arrondissement. « Ce sont surtout des écoles qui sont concernées par ces projets de production d'énergie, avec Rebatet, Jules-Verne et Condorcet dans le 3<sup>e</sup> et Peguy, Pergaud, Mermoz et le Centre régional d'information jeunesse dans le 8<sup>e</sup>. »

**Un potentiel remarquable**

Le potentiel de production d'électricité solaire sur les édifices de la Ville est remarquable et doit être exploité, selon Timothée Romier, de Coopawatt, partenaire de la Ville qui pilote ces projets. Ces projets de production d'énergie renouvelable permettent aux citoyens de prendre une place dans le processus de production : « Relayer ces projets, les faire connaître et les faire vivre est une étape, avant que les habitants se les approprient en investissant », indique le représentant de Coopawatt.

La prochaine étape sera ce lundi 23 janvier, à l'Espace Citoyen (8<sup>e</sup>) pour présenter le projet « A nous l'Energie ! »

## LYON

# Hébergement d'urgence : entre les Verts et le préfet, qui dit vrai ?

Depuis des mois, le maire écologiste de Lyon, Grégory Doucet, tape du poing sur la table pour que la préfecture du Rhône ouvre davantage de places d'hébergement d'urgence. Décryptage.

Le torchon brûle entre la Ville de Lyon et la préfecture du Rhône... L'une reprochant régulièrement à l'autre de manquer à ses devoirs, en matière d'hébergement d'urgence, et l'autre accusant le ton agressif de son partenaire.

Et nul signe d'apaisement à l'horizon, après des mois de reproches par voie de presse interposée. Chacun se cachant volontiers derrière un océan de chiffres. Alors qu'en est-il vraiment ?

**■ La situation « n'évolue pas » : Faux, mais ça prend du temps**

Dans sa dernière interview pour *Le JDD*, Grégory Doucet s'agace : « Malheureusement, la situation n'a quasiment pas évolué ». Réponse cinglante aux insuffisances présumées de la préfecture du Rhône, et dénoncées depuis des mois par les Verts. L'État se défend pourtant, dans un communiqué, d'avoir « doublé son nombre de places en dix ans » en les portant à 7 800 dans le Rhône, 237 doivent d'ailleurs ouvrir d'ici fin février, entre Lyon et Villefranche-sur-Saône, comme le révélait *Le Progrès*. Le parc reste néanmoins insuffisant, « nous avons encore trop d'enfants (plus de 200 sur la métropole, ndlr) dehors en plein hiver », rétorque Grégory Doucet. Consciente du problème, la Maison de la Veille sociale ayant déjà accumulé sept mois de retard dans ses dossier, la préfecture priorise les plus vulnérables.

**■ La Ville de Lyon va « bien au-delà » de ses compétences : Vrai, mais elle n'est pas la seule**

Dans sa tribune, Grégory Doucet rappelle que la mairie va « bien au-delà » de ce qu'elle est censée faire. Comme l'in-



Interrogé par *Le JDD*, le maire de Lyon Grégory Doucet (EELV) ne s'est pas montré tendre à l'égard de la Préfecture du Rhône. Photo Progrès/Maxime JEGAT

dique la loi de 2009, l'hébergement d'urgence, inconditionnel, relève de l'État. Mais face à la saturation, la Ville prend sa part en ouvrant écoles, gymnases et autres sites aux familles à la rue. Jusqu'à 300 places de mise à l'abri ont été mises à disposition : 42 dans un ancien commissariat (7<sup>e</sup>), 25 dans un ancien bâtiment administratif renommé La Favotte (5<sup>e</sup>), ou encore 36 dans un immeuble de la rue Paul-Bert (3<sup>e</sup>). Les 87 jeunes migrants, qui occupaient le gymnase Dargent (8<sup>e</sup>), ont été transférés au gymnase Rosset (7<sup>e</sup>), tandis que les douze familles ayant passé Noël à Chanfray (2<sup>e</sup>) ont plié bagage. Direction Clermont-Ferrand, Saint-Étienne et d'autres villes de départements voisins. Ce qui a provoqué son lot de « drames » et de « crèves-cœurs », précise une bénévole de Jamais sans toit. À l'heure de passer à la caisse, la Ville de Lyon songe « très sérieusement » à envoyer la facture vers la préfecture. Son montant est « en cours de con-

solidation », confie l'entourage du maire. Pas de quoi impressionner Raphaël Vulliez, porte-parole de Jamais sans toit : « Rennes a offert 950 places d'hébergement d'urgence à l'État, soit plus de six millions d'euros de valeur locative ». A côté, le plan « zéro enfant à la rue », porté par Sandrine Ruanel (PS), lui semble « sous-dimensionné ».

**■ L'État n'a pas assez anticipé : Match nul**

« C'est leur boulot ! » Toujours dans *Le JDD*, le maire écologiste de Lyon s'emporte face au « manque d'anticipation » de la préfecture. Ce à quoi le préfet, Pascal Mailhos, « s'inscrit en faux » : « dès le 12 décembre 2022, le plan Grand froid a été enclenché dans le Rhône ». Ainsi, 67 places d'hébergement exceptionnelles, déjà déployées quelques jours plus tôt. Réquisitionner ? « Des logements et des bâtiments vacants, l'État en a », pointe l'édile. Certes, mais « transformer un immeuble de bureaux en logements ne se fait pas en un claquement de doigts », répond Vanina Niccoli, secrétaire générale de la préfecture du Rhône.

**■ Les Verts ont proposé des sites à réquisitionner : Vrai, mais...**

« Dès le début de mon mandat, j'ai demandé un recensement de notre parc immobilier », a déclaré Grégory Doucet. Résultat : une dizaine de sites, « essentiellement privés » selon son entourage, ont été proposés à la préfecture du Rhône. Tous, hormis l'hôpital militaire Desgenettes (3<sup>e</sup>) qui accueillera 50 nouvelles places dès ce lundi, ont été snobés par l'État. Jugées tantôt « trop vétustes », comme l'ancien hôtel Stars, tantôt « trop inadapté », comme cet ancien terrain vague industriel « qu'il aurait fallu dépolluer », confie un cadre du 18 rue de Bonnel. Du côté de l'exécutif, on admet que le foncier disponible se fait rare.

Romain ETHUIN

## LYON 7E

## Un mineur arrêté sur un point de deal de la Cité-Jardin de Gerland

La persévérance des policiers de la BAC a payé. Après plusieurs semaines de surveillance dans un quartier dont la configuration et la présence de nombreux guetteurs rendent les investigations difficiles, un vendeur de cannabis a été interpellé mercredi 17 janvier dans la Cité-Jardin de Gerland.

Dans un premier temps, les policiers de la BAC ont interpellé deux acheteurs de 27 et 30 ans, qui venaient de se fournir en cannabis.

Prévenu par des guetteurs, le vendeur a tenté de s'échapper mais il a été interpellé au moment où il allait entrer dans une résidence.

Il portait une sacoche dans laquelle se trouvaient 212 grammes de résine et 90 grammes d'herbe, conditionnés pour la vente au détail, ainsi qu'une grosse somme d'argent.

Une visite des parties communes, avec l'assistance de la brigade canine, a permis de découvrir près de 400 grammes de résine et d'herbe de cannabis.

Le mis en cause, qui est mineur, a été placé en garde à vue et formellement identifié comme vendeur des stupéfiants sur ce point de deal depuis six mois. Il a été déferé ce vendredi par le parquet.



Photo d'illustration LBP/  
PHILIPPE BRUCHOT